

Du danger de criminaliser l'islamophobie... 44 intellectuels anglais tirent la sonnette d'alarme

écrit par Christine Tasin | 1 juin 2019



Illustration : marche contre l'islamophobie, en mars 2019. Impossible en France de marcher contre l'islam, mais les marches pour le voile, contre l'islamophobie se multiplient partout en Europe... cherchez l'erreur. Nous en sommes à la dernière attaque musulmane contre la liberté d'expression, la criminalisation de la libre critique de l'islam, bref, le retour au délit de blasphème aboli depuis la Révolution française en France... et tout ça pour des moeurs venues d'ailleurs !

Les attaques contre la liberté de critiquer l'islam se multiplient et s'intensifient, et l'enjeu, partout dans le monde, est d'imposer une définition de l'islamophobie qui, au lieu de respecter le sens étymologique, peur – et donc rejet- de l'islam, ajoute à islam, « les musulmans ». Musulmans qui sont, partout, protégés au point que l'on ne puisse même pas les critiquer sans risquer un procès pour incitation à la haine.

C'est d'ailleurs ce sens que donne le Larousse, qui appartient à Lagardère, dont le Qatar est l'actionnaire principal.

<http://resistancerepublicaine.com/2016/12/14/quand-larousse-qui-appartient-au-qatar-donne-de-tranges-definitions-de-lislamophobie/>

Mais ce n'est pas encore le cas, au moins en France, quoi qu'en dise et pense le petit Mamamouchi, du CCIF :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/05/29/ouadie-elhamamouch-petit-mamamouchi-et-avocat-du-ccif-melange-hardiment-notre-code-penal-et-la-charia/>

▪

C'est pourquoi nous accueillons avec un grand intérêt la nouvelle qui nous vient d'Outre-Manche. Certes, c'est un premier pas très timide puisque la définition liberticide de l'islamophobie a failli être adoptée en Angleterre et ne l'a pas été au dernier moment devant les spécialistes du terrorisme faisant valoir que cela risquait de gêner les enquêtes...

Mais les autres repartent à l'assaut. Et ils sont nombreux. Et ils ont toutes les manettes du pouvoir...

Oui, la criminalisation de l'islamophobie, simple critique de l'islam, est en marche dans toute l'Europe. Nul doute que Macron va également tenter de sauter le pas.

▪

Un ensemble de 44 intellectuels britanniques s'oppose, dans un document adressé au gouvernement, aux tentatives d'instauration d'une définition officielle de l'islamophobie qui menacerait les libertés civiles au Royaume-Uni. Causeur reproduit ici ce texte en français.

La Société nationale séculariste britannique (National Secular Society, NSS) a signé, le 15 mai dernier, une lettre ouverte adressée au ministre de l'Intérieur, Sajid Javid¹.

Fer de lance du militantisme athée au Royaume-Uni au XIXe siècle, la NSS, fondée en 1866 par Charles Bradlaugh, défend le sécularisme et s'oppose à l'influence des institutions religieuses dans la société. Elle milite, entre autres, en faveur de la séparation de l'Église anglicane et de l'État, la Church of England étant toujours sous l'autorité du monarque britannique. Elle exige la fin des subventions de l'État accordées à toute activité religieuse ou ecclésiastique, en particulier dans les écoles et les hôpitaux et s'oppose aussi à toute loi sur le [blasphème](#).

.

[Le document](#) qu'elle a adressé au gouvernement – et que nous reproduisons en français dans cet article – a été écrit à l'initiative du mouvement catholique Civitas. Les 44 signataires sont des personnalités publiques telles que la baronne Caroline Cox, qui mène un combat depuis plusieurs années contre [la multiplication des cours de justice de la Charia sur le territoire britannique](#). On observe à cet égard une convergence des luttes entre athées, sécularistes, féministes, chrétiens, hindous, sikhs et ex-musulmans, qui se sentent menacés par ce qu'ils perçoivent comme un entrisme de la part de groupes islamistes puissants pour étouffer toute critique concernant des pratiques jugées illégales.

.

La lettre ouverte a appelé le gouvernement, les partis politiques, les conseils locaux et d'autres organisations à rejeter la définition de l'islamophobie qu'un groupe parlementaire multipartite contre l'islamophobie, l'APGG BM2, souhaite voir graver dans le marbre depuis décembre 2018. [Celle-ci](#) stipule que « *l'islamophobie est enracinée dans le*

racisme et constitue une forme de racisme qui cible les expressions du fait d'être musulman ou de ce qui est perçu comme musulman ».

Comme on pouvait s'y attendre, cette définition a été adoptée par le Parti travailliste (Labour Party) de Jeremy Corbyn, dont certains membres sont régulièrement accusés de faire le jeu des islamistes et soupçonnés d'antisémitisme. Le nouveau maire travailliste de Londres, Sadiq Khan, élu en mai 2016, l'a également adoptée.

A noter que les accointances présumées de ce dernier avec certains milieux islamistes, notamment le parti Hizb ut-Tahrir, avaient donné des sueurs froides à une partie de l'électorat. Des conseils locaux ainsi que 57 parlementaires des deux chambres l'ont soutenue. Sans surprise, elle a également reçu le soutien de nombreux groupes, associations et fondations islamistes sunnites et chiïtes telle que les Amis d'Al-Aqsa Paix en Palestine (Friends of Al-Aqsa Peace in Palestine, FOA) et la Fondation Al-Khoei, ainsi que de mosquées influentes, comme en témoigne la page d'accueil d'un site exclusivement consacré à [la nouvelle définition](#). Plus surprenante est la caution apportée à cette définition controversée par le parti nationaliste gallois Plaid Cymru et par les libéraux-démocrates. De nombreux universitaires et chercheurs l'ont également soutenue.

La lettre ouverte a fait suite à [un avertissement](#) lancé par Richard Walton, un ancien responsable de la lutte contre le terrorisme à Scotland Yard, qui craignait que la définition ne paralyse les enquêtes antiterroristes à un moment crucial pour la sécurité nationale du Royaume-Uni. Martin Hewitt, président du Conseil de la police nationale britannique, dans [une lettre adressée au Premier ministre Theresa May](#), a exprimé ses doutes : « Nous sommes préoccupés par le fait que la définition est trop large dans son libellé actuel, pourrait

semer la confusion chez les agents chargés de l'appliquer et pourrait être utilisée pour contester la liberté de parole légitime concernant les actions historiques ou théologiques d'États islamiques. Il existe également un risque que cela sape les pouvoirs de lutte contre le terrorisme, qui cherchent à contrer l'extrémisme ou à prévenir le terrorisme ».

Ces efforts ont fini par porter leurs fruits puisque la définition a finalement été rejetée par le gouvernement britannique, le 17 mai dernier. Cependant, il est prévisible qu'une contre-attaque de la part des défenseurs de la définition en question ne saurait tarder.

Traduction du [document](#) intitulé « *Open Letter: APPG Islamophobia Definition Threatens Civil Liberties* », 15 mai 2019.

Lettre ouverte adressée au ministre de l'intérieur, M. Sajid Javid :

« La définition de l'islamophobie par l'APPG menace les libertés civiques »

La définition de l'islamophobie à l'encontre des musulmans britanniques par l'APPG3 a été adoptée par le Parti travailliste, le Conseil fédéral des libéraux démocrates, le Plaid Cymru et par le maire de Londres, ainsi que par plusieurs conseils locaux. Tout cela se produit avant même que

le Comité restreint du ministère de l'Intérieur n'ait été en mesure d'évaluer les avantages et les inconvénients de l'adoption d'une telle définition à l'échelle nationale.

Pendant ce temps, les Conservateurs mènent leur propre débat sur l'élimination de l'islamophobie au sein de leur parti.

Selon la définition de l'APPG, « l'islamophobie est enracinée dans le racisme et constitue une forme de racisme qui cible les expressions du fait d'être musulman ou de ce qui est perçu comme étant musulman ».

Armés d'une telle définition, il n'est peut-être pas surprenant qu'après l'attaque horrible perpétrée contre une mosquée à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, certains imputent la responsabilité de l'atrocité commise aux plumes de journalistes et d'universitaires ayant critiqué les croyances et les pratiques islamiques, commenté ou enquêté sur l'extrémisme islamiste.

Les signataires condamnent sans équivoque, sans réserve et avec force, les actes de violence contre les musulmans et reconnaissent le besoin urgent de lutter contre la haine antimusulmane. Cependant, nous sommes extrêmement préoccupés par l'adoption sans critique et dans la précipitation de la définition de l'islamophobie donnée par l'APPG.

Cette définition vague et expansive est adoptée sans un examen minutieux et une considération suffisante concernant ses conséquences négatives sur la liberté d'expression, notamment celle des journalistes et des universitaires. Cette définition aura également pour effet de saper la cohésion sociale, ce qui ne manquera pas de renforcer les préjugés contre les musulmans, ce qu'elle est justement censée empêcher.

Nous craignons que les allégations d'islamophobie soient effectivement utilisées, et cela est déjà le cas, pour

protéger efficacement des critiques les croyances islamiques et même les extrémistes, et que l'officialisation de cette définition fasse en sorte que celle-ci soit effectivement utilisée de manière détournée à l'instar d'une loi sur le blasphème.

.
L'accusation d'islamophobie a déjà été utilisée contre ceux qui s'opposent à la ségrégation religieuse et à la ségrégation entre les sexes dans l'éducation ; au hijab ; à l'abattage rituel halal, en vue de défendre le bien-être des animaux ; aux militants des droits des LGBT opposés aux conceptions de l'homosexualité dans l'islam ; aux ex-musulmans et aux féministes opposés aux points de vue et aux pratiques islamistes concernant les femmes, ainsi que ceux qui s'inquiètent des gangs . Cette même accusation a été utilisée contre les journalistes qui enquêtent sur l'islamisme, contre des musulmans qui luttent contre l'extrémisme, contre des écoles et contre l'Ofsted pour avoir résisté à la pression religieuse et imposé l'égalité des sexes.

Manifestement, les abus, les pratiques préjudiciables ou les activités collectives ou individuelles qui défendent des idées contraires aux valeurs britanniques sont beaucoup moins susceptibles d'être signalées, en raison de la peur d'être taxé d'islamophobie. Cela ne fera qu'empirer si la définition de l'APPG est formellement adoptée et faite loi.

Nous craignons que cette définition ne soit utilisée pour mettre un terme aux critiques légitimes et aux enquêtes. Bien que les auteurs de l'APPG aient assuré qu'ils ne souhaitent pas porter atteinte à la liberté d'expression, l'ensemble du contenu du rapport, la définition elle-même et les premiers signes de son utilisation suggèrent que ce serait certainement le cas. Les libertés civiques ne doivent pas être traitées comme une réflexion après-coup dans la lutte contre les préjugés antimusulmans.

Le mélange de race et de religion employé dans le concept confus de «racisme culturel» élargit la définition au-delà de la haine antimusulmane pour y inclure la critique «illégitime» de l'islam. Le concept de « Muslimness » peut être efficacement transféré aux pratiques et aux croyances islamiques, permettant au rapport d'affirmer que la critique de l'islam est instrumentalisée en vue de blesser les musulmans.

Aucune religion ne devrait bénéficier d'une protection spéciale contre la critique. Comme pour ce qui concerne la haine anti-sikh, anti-chrétienne ou anti-hindoue, nous croyons que le terme de haine antimusulmane est plus approprié et moins susceptible de porter atteinte à la liberté d'expression. Une prolifération de «phobies» n'est pas souhaitable, comme l'ont déjà indiqué des organisations sikhes et chrétiennes qui reconnaissent l'importance d'une discussion libre sur leurs croyances.

Les dispositions législatives en vigueur sont suffisantes, car la loi protège déjà les individus contre les attaques et les discriminations illégales sur la base de leur religion. Plutôt que d'aider, cette définition est susceptible de créer un climat d'autocensure dans lequel les gens ont peur de critiquer l'islam et les croyances islamiques. Il mettra donc un terme aux discussions ouvertes sur des questions d'intérêt public. Cela ne fera qu'aggraver les tensions communautaires et ne constituera donc pas une solution à long terme.

Si cette définition est adoptée, le gouvernement se tournera probablement vers des «représentants de la communauté» autoproclamés pour définir le «fait d'être musulman». Ceci ouvre la voie aux abus. L'APPG a, par le passé, totalement négligé les musulmans qui sont considérés comme

«insuffisamment musulmans» par d'autres coreligionnaires, tels que les modérés, les libéraux, les réformateurs et les Ahmadiyyah⁴, qui subissent souvent des persécutions et des actes de violence de la part d'autres musulmans.

Pour l'ensemble de ces raisons, la définition de l'islamophobie par l'APPG est profondément problématique et inappropriée. L'acceptation de cette définition ne fera qu'aggraver les tensions entre les communautés et empêcher la liberté d'expression sur des questions d'importance fondamentale. C'est pourquoi nous exhortons le gouvernement, les partis politiques, les conseils locaux et d'autres organisations à rejeter cette définition erronée qui est proposée.

Signataires :

Emma Webb, *Civitas*

Hardeep Singh, Réseau des organisations Sikhes (*Network of Sikh Organisations*, NSOUK)

Lord Singh de Wimbledon

Tim Dieppe, *Christian Concern*

Stephen Evans, Société nationale séculariste (*National Secular Society*, NSS)

Sadia Hameed, Conseil des ex-musulmans de Grande-Bretagne (*Council of Ex-Muslims of Britain*, CEMB)

Professeur Paul Cliteur, candidat au Sénat des Pays-Bas, Professeur de droit, Université de Leiden.

Brendan O'Neill, Rédacteur-en-chef de *Spiked*

Maajid Nawaz, Fondateur de *Quilliam International*

Rt. Rev'd Dr Gavin Ashenden (Pasteur retraité)

Pragna Patel, Directeur de *Southall Black Sisters*

Professeur Richard Dawkins

Rahila Gupta, Ecrivaine et journaliste

Peter Whittle, Fondateur et directeur du *New Culture Forum*

Trupti Patel, Président du Forum hindou de Grande-Bretagne
(*Hindu Forum of Britain*)

Dr Lakshmi Vyas, Président du Forum hindou pour l'Europe
(*Hindu Forum of Europe*)

Harsha Shukla MBE, Président du Conseil hindou pour le Nord du
Royaume-Uni (*Hindu Council of North UK*)

Tarang Shelat, Président du Conseil hindou de Birmingham
(*Hindu Council of Birmingham*)

Ashvin Patel, Président, Forum hindou (*Hindu Forum*) de Walsall

Ana Gonzalez, Partenaire associée dans le cabinet d'avocats
Wilson Solicitors LLP

Baron Desai de Clement Danes

Baronne Cox de Queensbury

Lord Alton de Liverpool

Evêque Michael Nazir-Ali

Ade Omooba MBE, Co-présidente du Forum national des dirigeants
des Eglises (*National Church Leaders Forum, NCLF*)

Wilson Chowdhry, Association britannique des Pakistanais
chrétiens (*British Pakistani Christian Association*)

Ashish Joshi, *Sikh Media Monitoring Group*

Satish K Sharma, Conseil national des temples hindous

(National Council of Hindu Temples)

Rumy Hasan, Universitaire et écrivain

Amina Lone, Co-directeur, Fondation pour l'action sociale et la recherche (*Social Action and Research Foundation*)

Peter Tatchell, Fondation Peter Tatchell

Seyran Ates, Imam

Gina Khan, *One Law for All*

Mohammed Amin décoré de l'Ordre de l'Empire britannique (*Most Excellent Order of the British Empire, MBE*)

Baronne D'Souza

Michael Mosbacher, Rédacteur en chef par intérim de *Standpoint Magazine*

Lisa-Marie Taylor, PDG de FiLiA

Julie Bindel, Journaliste et militante féministe

Dr Adrian Hilton, Universitaire

Neil Anderson, Universitaire

Tom Holland, Historien

Toby Keynes

Professeur Dr. Bassam Tibi, Professeur émérite de relations internationales à l'Université de Göttingen

Dr Stephen Law, Philosophe et écrivain

Nb: les parties entre crochets émanent du traducteur.

<http://www.causeur.fr/royaume-uni-islamophobie-definition-161811>